

Initiatives ministérielles

dians jusqu'au dernier cent, comme le font religieusement tous les mois la vaste majorité des étudiants du pays.

Je voudrais souligner, monsieur le Président, que lorsque j'ai fini mes études et que j'ai eu mon premier emploi à titre de stagiaire, j'étais très heureuse d'avoir un répit de six mois avant de commencer à rembourser mon prêt. À cette époque-là, le taux de chômage était beaucoup moins élevé qu'aujourd'hui. En fait, la majorité des finissants universitaires pouvaient trouver un emploi. J'espère que la fille du député qui en savait tellement sur ce chapitre il y a quelques minutes et qui donnait son opinion si bruyamment, j'espère, dis-je, que sa fille trouvera un emploi à la fin de ses études universitaires à Halifax. J'espère de tout coeur qu'elle en trouvera un parce que nous savons tous ici, à la Chambre, que bien peu de jeunes gens trouvent un emploi à la fin de leurs études. Dire le contraire ne serait que de la foutaise.

Le régime des prêts aux étudiants est extrêmement important pour les étudiants.

Mon collègue de la Saskatchewan a parlé des meilleures notes qu'il faut pour entrer à l'université. Je dois avouer que je ne suis pas tout à fait d'accord avec lui pour dire que ce n'est pas une bonne chose. L'université n'est pas pour tout le monde. La formation et l'éducation postsecondaires sont certes pour tout le monde, mais tous n'ont pas à aller à l'université. Certains vont à l'université, d'autres dans les écoles de métiers, d'autres encore dans les collèges professionnels.

• (1710)

Nous avons besoin de nous rendre compte dans notre pays que, en matière d'éducation, chacun a son propre cheminement à suivre, que tout le monde n'est pas formé dans le même moule et ne suit pas le même cheminement. L'université est un type particulier de milieu d'études, tout comme le collège communautaire et l'école professionnelle en sont d'autres. Ils ne sont ni meilleurs ni plus mauvais, seulement différents.

Si on enlève aux étudiants d'aujourd'hui la possibilité de se maintenir à flot, que fait-on au programme tout entier et à l'avenir de l'enseignement? Le gouvernement dit qu'il est en faveur de l'enseignement et que fait-il? Il porte un autre coup aux étudiants. Que va-t-il arriver aux jeunes du Canada atlantique? Ils ne trouvent pas d'em-

ploi. Cette récession que le gouvernement se hâte tant de déclarer terminée ne l'est pas encore, et c'est particulièrement le cas pour les étudiants du Canada atlantique.

Je le sais parce que l'été dernier j'ai vu défiler des jeunes dans mon bureau qui avaient cherché un emploi pendant des jours et des semaines. Ils voulaient un emploi et ils auraient fait n'importe quel travail honnête pour gagner de l'argent, mais il n'y avait pas de travail. C'est navrant.

Alors que le gouvernement n'offre aucune aide à ces jeunes qui sont confrontés à un taux de chômage de 18 p. 100, il leur déclare: «Dès le moment où vous obtenez votre diplôme et quittez l'école, vous êtes responsable des droits de scolarité.» Il n'y a qu'un mot pour qualifier cette attitude, et c'est de la cruauté. En dehors de cela, il y a un autre mot pour la définir, et c'est de la stupidité.

Selon mon collègue de Hamilton, le gouvernement est trop stupide pour garder le système simple, et il a raison. Le gouvernement ne simplifie pas les choses pour les étudiants, pour leurs parents et pour l'avenir de notre pays. Il rend les choses compliquées, difficiles et crée une situation où de jeunes Canadiens brillants perdent espoir. Ils perdent le sentiment que les droits qu'ils acquièrent à la naissance comprennent également le droit à l'enseignement. Ils perdent le sentiment que leur gouvernement les encourage vraiment à suivre le cheminement d'études qui leur convient.

J'estime que c'est honteux et, pire encore, contraire aux valeurs canadiennes.

Il est temps de mettre sur pied des programmes visant à aider les Canadiens. Il est temps de ne pas réduire le programme fédéral de prêt aux étudiants en les rendant responsables plus tôt que jamais auparavant de rembourser les intérêts sur leurs prêts. Il est temps de rétablir le financement des programmes établis. Il est temps d'accorder aux universités une aide dont elles ont grandement besoin. Je crains cependant que ces supplications ne tombent dans les oreilles de sourds. Mais bientôt, ces sourds ne seront plus là.

L'hon. Bob Kaplan (York-Centre): Monsieur le Président, comme la députée qui a pris la parole avant moi, la députée de Halifax, qui a si bien parlé de la question, j'ai l'honneur de représenter les étudiants de plusieurs universités dont ceux de l'Université York, dans ma circonscription.